

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18120 - 70ÈME ANNÉE

À qui profite les « îles Vanille » ?

Tourisme : nouvelle démonstration d'une politique désastreuse

Dans son dernier numéro, l'Express consacre sa « une » et un dossier sur la comparaison entre La Réunion et Maurice : la bataille du tourisme. Mise en place sous l'impulsion de Didier Robert, les « îles Vanille » profitent essentiellement à Maurice. Les Réunionnais sont toujours plus nombreux à aller en vacances dans l'île sœur. L'opération de com' lancée par la Région à Maurice la semaine dernière va encore accélérer ce phénomène au détriment du tourisme à La Réunion.



	La Réunion (2013)	Maurice (2014)
Nombre de touristes	416.000	1.040.000
Dépense moyenne par touriste	729 euros	1093 euros
Durée moyenne du séjour	11 jours	11 jours
Nombre de touristes provenant de l'autre île	15.000	141.000
Nombre de touristes de France	337.000	243.000

Voici des données publiées par l'Express, hebdomadaire parisien.

Le 10 avril dernier, Didier Robert tentait de cacher le désastre du tourisme à La Réunion. En 2010, il avait promis 600.000 touristes et 15.000 emplois pour se faire élire. Son mandat devait se terminer en 2014, la prolongation permise par l'alternance à Paris ne change rien à l'affaire, on est loin du compte. Plus grave encore, il y a moins de touristes aujourd'hui qu'avant l'arrivée de Didier Robert à la présidence de la Région. L'ancienne mandature avait réussi à redresser la situation après une épidémie de chikungunya meurtrière. Plus de 200 personnes étaient décédées en quelques mois, ce qui

avait fait passer le nombre de touristes en dessous de 300.000 en 2006. En trois ans, l'ancienne majorité régionale avait réussi à faire remonter ce nombre à plus de 420.000.

Dans son rapport présenté en séance plénière le 10 avril à la Région, la Chambre régionale des comptes n'a pas manqué de souligner ce paradoxe : plus le montant dépensé pour le tourisme est important, moins il y a de touristes. Preuves à l'appui, elle avait montré la gabegie orchestrée à l'île de La Réunion Tourisme, IRT, association chargée de vanter les mérites de La Réunion et qui ne vit que grâce à une subvention de la Région

Réunion. Ces dérives ont amené la catastrophe actuelle.

Maurice aspire les îles Vanille

Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire parisien L'Express s'intéresse pour sa part à la comparaison entre La Réunion et Maurice en termes de fréquentation touristique. Le résultat est édifiant. Plus de 180.000 Mauriciens partent en vacances à l'étranger chaque année, mais ils ne sont que 15.000 à choisir La Réunion comme destina-

tion. Par contre, 141.000 Réunionnais ont préféré passer des vacances à Maurice. Ils sont donc 10 fois plus nombreux.

Quant aux « îles Vanille », c'est là aussi la catastrophe. Vanté par Didier Robert comme un moyen d'attirer les touristes, les « îles Vanille » sont des séjours se répartissant sur plusieurs îles de la région. Ce sont des combinés.

L'an passé, Maurice a accueilli 75.000 touristes sous cette formule, La Réunion 22.000. Si à Maurice et dans les autres îles de l'océan Indien, le nombre des touristes en séjour combiné a augmenté, il a diminué à La Réunion, et de 7 %! Mais en termes de budget, la Région Réunion contribue à hauteur de

12 % aux îles Vanille, et Maurice seulement 5 %.

Didier Robert s'entête

Après la mise en lumière du scandale de l'IRT, voici le résultat des îles Vanille : le leader régional, Maurice, tire son épingle du jeu au détriment de La Réunion. Mais Didier Robert s'obstine dans cette politique désastreuse. La semaine dernière, il était à Maurice pour installer une antenne de la Région Réunion. L'objectif est d'accroître les liens entre les deux îles. Ces relations sont pourtant bien connues. Des entreprises réunionnaises délo-

calisent leur production à Maurice où les salaires sont plus bas, mais vendent à La Réunion où les transferts publics donnent un pouvoir d'achat plus élevé qu'à Maurice.

L'ambition de baisser le prix du billet d'avion entre La Réunion et Maurice aura donc pour conséquence de favoriser l'augmentation du nombre de Réunionnais allant en vacances à Maurice plutôt qu'à La Réunion.

M.M.

Nos voisins plate-forme de déploiement de la puissance indienne dans la région

Une entreprise agricole indienne vise le marché africain via Maurice

L'entreprise indienne, Aadicon Biotechnologies Ltd, implantée depuis quelque temps à Maurice sur une superficie de 60 hectares à Piton du Milieu, dans le Centre de l'île, produit des semences bovine et caprine, ainsi que des fertilisants bio dans le but d'en exporter vers les pays africains, a constaté sur place la PANA.

« Nous avons importé 200 têtes de bétail de race exotique d'Afrique du Sud. Elles sont saines et sont régulièrement testées à la tuberculose et autres maladies. Elles produisent les semences que nous traitons dans notre laboratoire, stockons et nous en vendons aux éleveurs mauriciens qui utilisent à 100% nos semences depuis deux ans, tout en exportant vers quelques pays africains. Aucun autre pays africain ne dispose d'une infrastructure telle que la nôtre à Maurice qui est soutenu par un laboratoire sophistiqué », a déclaré le directeur de Aadicon Biotechnologies, Deepak Yardi.

D'où sa démarche de s'installer sur ce vaste marché que représentent les pays tels l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, mais aussi Madagascar, la Namibie et le Zimbabwe où il existe, selon lui, un grand potentiel pour l'exportation de semences réfrigérées.

« Nous exportons déjà vers l'Ouganda où nous démarrons bientôt un service d'insémination artificielle », indique-t-il, ajoutant qu'il compte recruter et former une cinquantaine de personnes dans ce pays pour as-

surer le transport des semences bovines de village en village à moto jusqu'aux portes des éleveurs.

À terme, il espère recruter un millier de personnes, des assistants-vétérinaires, dans deux ans en Ouganda. L'entreprise indienne vise ainsi atteindre un million d'inséminations par an dans ce pays qui possède 12 millions de vaches.

M. Yardi dit avoir installé son entreprise à Maurice parce que l'île est un des rares au monde où la fièvre aphteuse qui affecte le bétail ne sévit pas, « contrairement à l'Afrique. » « Je prends ainsi avantage de l'environnement propre qui existe à Maurice », a-t-il déclaré.

Dans cette ferme, l'on produit aussi des bio-fertilisants à partir de bactéries importées de l'Inde dans le but d'améliorer le rendement et la production locale des légumes. « Trouver des terres agricoles est une contrainte majeure à Maurice. L'île étant très petite, nous devons produire plus sur cette toute petite superficie. Nous pouvons produire quatre à cinq fois plus de légumes qu'en champ ouvert avec l'apport de la haute technologie », a-t-il souligné.

Selon lui, on peut cultiver les lé-

gumes saisonniers tout le long de l'année et également planifier les cultures, selon les besoins. Par exemple, indique-t-il, on peut cultiver davantage de fleurs en février pour satisfaire la demande à l'occasion de la fête de St-Valentin. « Ce n'est pas de la magie, mais la science », a-t-il précisé. M. Yardi a indiqué avoir obtenu une commande de 72.000 litres de bio-fertilisants d'Ouganda.

Aadicon Biotechnologies a plein de projets en tête à Maurice, mais pour cela, elle a besoin de « bons laboratoires ». C'est ce qui manque dans l'île.

Pour encourager l'agriculture bio, le gouvernement a annoncé, il y a un mois, un package d'incitations aux entreprises intéressées à se lancer dans ce secteur. Principalement, une exemption fiscale pour une durée de huit ans, tant sur les profits que sur l'importation des intrants bio.

Le gouvernement estime que la biotechnologie joue un rôle important dans la croissance des secteurs tels l'agriculture, la santé, l'industrie manufacturière et la pêche.

Edito

Des responsables ne veulent pas payer leurs erreurs

En 2011, la Libye était un pays encadré par deux autres où le Printemps arabe était précoce : la Tunisie et l'Égypte. Le renversement des présidents de ces deux pays allait donner des idées aux opposants au gouvernement libyen. Ils ont organisé la sécession de l'Est de la Libye. Mais au bout de quelques semaines, ils étaient en train de perdre leur pari. C'est là que Sarkozy est intervenu. Il a lancé les armées de l'OTAN dans une opération de soutien aux rebelles. Au bout de quelques mois, Kadhafi a été vaincu, capturé et exécuté le jour même.

Depuis l'intervention de l'OTAN, l'organisation politique de la Libye s'est effondrée. Le pays est plongé dans le chaos. Cela a des répercussions directes pour un autre pays de l'OTAN, l'Italie. Voici ce que décrit une dépêche de la Panapress :

« Le commissaire européen aux Affaires intérieures et à l'Immigration, Dimitris Avramopoulos, a annoncé mardi que l'Italie subit actuellement de fortes pressions du fait des flux de migrants en provenance de l'Afrique du Nord vers ses côtes, au moment où les autorités italiennes annoncent que l'Italie a reçu lundi 3 000 migrants clandestins.

« L'Italie est présentement sous une forte pression » à cause des vagues de migrants et « nous devons la soutenir et l'aider », a notamment déclaré M. Avramopoulos, qui annonce une réunion extraordinaire la semaine prochaine sur la crise liée à la migration clandestine avec le ministre italien de l'Intérieur, Angeloni Alghano.

Les garde-côtes italiens ont annoncé avoir secouru, rien que pour la journée de lundi, 2.851 migrants dont des enfants et des handicapés. Ils ont annoncé, dans un communiqué, que ces migrants viennent s'ajouter à d'autres également secourus le week-end, portant à 8.480 les migrants arrivés sur les côtes sud de l'Italie dont la majorité, soit 5.629, sont partis des côtes libyennes. »

La Libye est devenue le principal point de départ des migrants qui veulent tenter d'entrer en Europe par la Méditerranée. En quelques jours, ils sont été des milliers à risquer leur vie en tentant la traversée. Et ce n'est qu'un début car l'État libyen n'est pas prêt de se redresser d'une part, et d'autre part le flux migratoire entretenu par les inégalités à l'échelle du monde est loin de se tarir.

Mais les responsables de cette situation sont bien loin de vouloir en assumer les conséquences. Ils ne font pas de l'accueil de ces migrants leur priorité.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

219 lycéennes toujours prisonnières de Boko Haram

Un an après : où sont les filles de Chibok au Nigeria ?

Le 14 avril 2014, 276 filles ont été enlevées dans leur école, l'école secondaire publique de Chibok, dans l'Etat du Nord-Est de Borno, aux premières heures du jour par des terroristes de Boko Haram. Un an après, 219 d'entre elles n'ont toujours pas été retrouvées et ne sont pas prêtes de retrouver leurs foyers tandis que les 57 autres qui ont réussi à se tirer des griffes de leurs ravisseurs recollent les morceaux de leurs vies qui ont volé en éclats le triste jour de leur enlèvement. Même si certains ont déclaré avoir aperçu certaines de ces filles, en particulier à Gwoza qui a été récemment libéré des rebelles qui s'en étaient emparés et en avaient fait leur siège, cette information n'a pu être vérifiée.

Où sont donc les filles de Chibok ? Sont-elles mortes ou sont-elles en vie ? Seront-elles jamais retrouvées et ramenées chez elles saines et sauvées ? Ce sont des questions que se posent les nombreux citoyens concernés, dont les parents de ces filles.

Le gouvernement fédéral du Nigeria, qui a été largement critiqué tout d'abord pour avoir attendu 19 jours avant de reconnaître que les jeunes avaient disparu et aussi pour n'avoir pas fait grand-chose par la suite pour les secourir, a exprimé la conviction que ces filles sont encore vivantes et qu'elles seront libérées.

« Nous continuons à chercher les filles de Chibok et c'est la raison pour laquelle malgré la prise de Bama et d'autres villes, les forces de sécurité et l'armée n'ont jamais abandonné, et jusqu'à ce qu'on les retrouve nous ne pouvons pas commencer à croire les spéculations (sur la mort éventuelle des jeunes filles) », a déclaré le porte-parole du gouvernement Mike Omeri, à la veille du premier anniversaire de cet enlèvement.

« Ainsi, je peux vous donner l'assurance que chaque région est passée au peigne fin et que tout élément trouvé sera révélé à l'autorité appropriée et rien ne sera tenu secret », a-t-il indiqué.

Un an de vaines recherches

Après les succès enregistrés par l'armée nigérienne, avec ses homologues du Cameroun, du Tchad et du Niger, une nouvelle offensive a été lancée contre Boko Haram, le 14

février 2015, et nombreux ont été ceux qui ont pensé que les filles devaient être retrouvées maintenant.

Parmi les villes et les villages couvrant 14 administrations locales dans trois Etats (Adamawa, Borno et Yobe) qui ont été repris à Boko Haram figurent Gwoza (quartier-général du Califat auto-proclamé du groupe), Damboa et Bama, dont on pense qu'il pourrait s'agir d'endroits où les filles pouvaient être cachées par leurs ravisseurs.

Puisque ces territoires ont été récupérés et que les filles n'ont pas été retrouvées, tous les yeux sont désormais tournés vers la Forêt de Sambisa, une vaste forteresse des terroristes qui n'a pas encore été envahie par les troupes qui progressent – comme si ces filles n'avaient pas été exfiltrées par les frontières poreuses et mariées de force comme le chef du groupe, Abubakar Shekau, l'avait annoncé.

Le chef d'état-major de l'armée nigériane, le général de corps d'armée, Kenneth Minimah a fait espérer que les filles pouvaient être dans la Forêt de Sambisa quand il a déclaré aux journalistes récemment : « Dans toutes les zones libérées, nous avons également mené des enquêtes, mais la vérité est que lorsqu'ils prennent la fuite les terroristes emmènent avec eux leurs familles. Et ceux avec qui nous sommes entrés en contact n'ont fait aucun commentaire, suggérant que les filles de Chibok se trouvaient là et ont été emmenées.

La douleur des parents

« Mais nous sommes optimistes qu'à mesure que nous progressons,

le territoire leur échappe et nous aurons plus de détails sur cette histoire. Au moment où nous arriverons à la Forêt de Sambisa, mon espoir que nous serons en mesure d'en connaître l'aboutissement.

Ces assurances semblent creuses pour les parents des jeunes filles, qui ont le cœur brisé par le sort réservé à leurs filles. Ils déplorent le fait que le gouvernement ne les tienne pas régulièrement informés sur les recherches menées pour retrouver les filles, qui ont été vues pour la dernière fois sur une vidéo, publiée par Boko Haram, portant le hijab et récitant le Coran.

« Nous ne sommes pas en contact avec le gouvernement et personne ne semble penser que nous méritons que l'on nous parle. Chaque jour, nous portons notre douleur et nous tendons vers le désespoir », a déclaré Samuel Yanga, le père de Sarah, une des élèves enlevées.

Un autre parent, Esther Yakubu, mère de Dorcas – une des filles disparues, a déclaré : « La douleur de l'absence d'une enfant est trop forte pour moi en tant que mère, cependant ma voix ne compte pas. Que leur avons-nous fait (au gouvernement) pour qu'il nous néglige tant ? »

Les deux parents ont indiqué que le peu d'information qu'ils ont sur la recherche de leurs filles leur vient du groupe BringBackOurGirls (BBOG), une ONG rapidement formée après l'enlèvement, et qui s'occupe du problème des jeunes filles enlevées envers et contre tout, y compris les tentatives du gouvernement de les réduire au silence et de les renvoyer de leur base de Unity Fountain dans la capitale, Abuja.



Un an s'est écoulé depuis cette terrible image des jeunes filles prisonnières de Boko Haram.

Mobilisation des ONG

Fidèle à sa mission, le groupe a lancé, mercredi dernier, une semaine d'activités pour rappeler le sort des filles et intensifier les efforts pour les ramener chez elles saines et sauvées. Ces activités, comprenant une randonnée, une veillée à la bougie, un « Tweet Meet » pour rassembler les followers en ligne de BBOG, vont aboutir par des prières chrétiennes et musulmanes.

Les responsables de BBOG, Oby Ezekwesili et Hadiza Bala Usman a déclaré aux journalistes à Abuja : « Il a fallu le tollé général de tous ceux parmi nous qui ont compati à notre campagne #ChibokGirls d'ici et d'ailleurs pour que leur tragédie soit reconnue et que notre gouvernement réagisse. Malheureusement, elles n'ont pas encore été libérées et ramenées à leurs familles.

Notre « ChibokGirls est le symbole de la défense de la dignité et du caractère sacré de la vie humaine ; de la fille, des femmes, de tous les opprimés, réprimés, désavantagés, des personnes en danger partout dans le monde. Nous devons faire de leur retour chez elles saines et sauvées, une priorité ».

En plus de BBOG, d'autres groupes concernés ont exprimé leur soutien aux efforts déployés pour retrouver les jeunes filles. Parmi eux, le National Council of Women Societies (NCWS).

« Je ne suis pas satisfait de la situation qui est qu'après une année, les filles n'ont pas été reprises à leurs ravisseurs », a déclaré la présidente de NCWS, Folashade Ashafa. Je suis triste que plusieurs d'entre elles aient pu subir un mariage forcé et pour les autres qui n'ont pas pu être libérées ».

Dans la Forêt de Simbasa

Dans le même temps, le Gouverneur Kashim Shettima de Borno, dont le gouvernement dirige l'école où les filles ont été enlevées, a invité les parents en détresse à ne pas abandonner l'espoir que leurs filles seraient retrouvées vivantes et leur seraient rendues. Il a également évoqué ce qui était prévu pour leur réinsertion une fois qu'elles seraient retrouvées.

« Comme je l'ai déjà dit, l'espoir est éternel dans le cœur des hommes. Seul un parent insensé abandonnera l'espoir de retrouver un enfant perdu. Nous croyons passionnément et de manière tout à fait réaliste que ces pauvres filles seront retrouvées. Nous collaborons avec des agences internationales pour leur réinsertion, la gestion de leur traumatisme et comment les aider à reconstruire leurs vies une fois que nous les aurons retrouvés.

« Nous croyons, au risque de compromettre leur sécurité, comme la plupart des agences de sécurité qu'elles sont probablement dans la Forêt de Sambisa qui est très grande... Et nous espérons les trouver en bonne santé », a-t-il déclaré à la presse à Maiduguri, la capitale de l'Etat, au cours du week-end.

Promesse électorale du nouveau président

Les analystes de la sécurité craignent que si les filles ne sont pas retrouvées dans la Forêt de Sambisa, qui semble être le dernier endroit possible pour garder un si grand nombre de filles ensemble,

elles pourraient alors avoir été mariées aux rebelles qui les ont kidnappées et qui les ont fait sortir du pays ou elles ont pu être utilisées pour des attentats, surtout que plusieurs jeunes femmes ont été identifiées comme les auteurs d'une série d'attentats-suicide meurtriers avant la dernière offensive militaire.

D'après eux, le prochain gouvernement du général de l'armée à la retraite Muhammadu Buhari, qui a battu le président sortant Goodluck Jonathan à l'élection présidentielle du 28 mars – en partie sur son projet d'intensification de la lutte contre Boko Haram et de retrouver les filles disparues – sera plus à même de trouver les jeunes, si bien sûr elles sont encore vivantes.

Mais le prochain président a tempéré les fortes attentes sur les filles de Chibok, en déclarant dans un communiqué pour marquer le premier anniversaire de leur enlèvement : « Je veux les assurer tous, en particulier les parents, que quand mon administration sera installée à la fin du mois de mai, nous ferons tout notre possible pour vaincre Boko Haram. Nous allons agir différemment du gouvernement que nous remplaçons : nous entendons l'angoisse de nos citoyens et nous avons l'intention d'y réagir.

« Cette nouvelle approche doit également commencer par l'honnêteté. Nous ne savons pas si les filles de Chibok peuvent être secourues. On ne sait pas où elles se trouvent. J'ai beau le souhaiter, je ne peux promettre de les retrouver. Mais je dis à chaque parent, membre des familles et amis des enfants que mon gouvernement va faire tout ce qui est en son pouvoir pour les ramener à la maison ».

Segun Adeyemi,
Correspondant de la PANA

Visite de Narendra Modi en France

Une politique étrangère centrée sur l'économie nationale

Le gouvernement français a signé une série d'accords dans les secteurs militaire, des transports ou de la recherche spatiale avec l'Inde. À l'occasion de la venue du Premier ministre indien Narendra Modi, les deux pays ont relancé la coopération nucléaire.

Désireux de rattraper son retard économique et diplomatique face à la Chine, New Delhi conserve tout de même de bons rapports avec ses voisins asiatiques, en raison du bouleversement de l'ordre mondial qui s'instaure de plus en plus en faveur des pays émergents. Toutefois, conscient de la nécessité de relancer son économie, Narendra Modi se tourne vers les pays européens, mais choisit ses partenaires, comme l'Allemagne et la France, première et seconde économie de la zone euro et détenteurs de technologie novatrice très priée.

36 Rafale au lieu de 126

En négociations depuis 2012, le Premier ministre indien a accepté de signer un accord jugé sans précédent sur la vente de 36 avions de combat Rafale. « J'ai demandé au président (François) Hollande de nous fournir 36 Rafale, clé en mains », a déclaré devant la presse Narendra Modi, à l'issue d'entretiens entre les deux dirigeants et leurs équipes respectives.

Ce contrat est estimé à près de 4 milliards d'euros et les rafales « seront construits en France », a précisé à l'Agence France Presse, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, ajoutant que « les négociations sur l'accord initial (entre la France et l'Inde) continuent », soit sur la vente de 126 Rafale, dont 108 fabriqués en Inde. Ces négociations butent sur le coût global des appareils dans le cadre d'un transfert de technologie inédit. En effet, l'enveloppe est passée de 12 milliards d'euros à 20 milliards d'euros, pour la seule fabrication des 108 Rafale « made in India ».

En raison d'un « besoin opérationnel crucial » des forces aériennes indienne, le gouvernement indien a souhaité acquérir le plus rapidement possible les 36 Rafale, a indiqué la déclaration conjointe franco-indienne. Cependant, « les

termes et conditions (de l'achat) doivent (maintenant) être négociés et nos services vont discuter de ces questions en profondeur afin de faire avancer les négociations », a précisé Narendra Modi. C'est pourquoi, Jean-Yves Le Drian doit se rendre « prochainement à New Delhi pour mettre en œuvre cet accord », a-t-on précisé à l'AFP, dans l'entourage du ministre.

En plus des Rafale : énergie renouvelable, nucléaire

Plusieurs accords ont été signés dans le domaine de l'énergie. Pour François Hollande, il s'agit d'une « étape cruciale » dans le projet de construction de six réacteurs EPR sur le site de Jaitapur au Marashtra. En négociation depuis cinq ans, un mémorandum d'entente en vue de fabriquer en Inde des composants pour réacteurs EPR a été rédigé. De plus, un accord de pré-ingénierie entre Areva et le groupe public Nuclear Power Corporation of India Limited (NPCIL) pour la certification du réacteur EPR en Inde a été signé.

Dans le domaine des énergies renouvelables, les deux pays se sont accordés sur une collaboration scientifique et industrielle. L'objectif de cet accord est de renforcer la présence des entreprises françaises en Inde, qui produisent déjà 10 % de l'énergie solaire indienne. Pour le moment, seul le groupe EDF EN, filiale du groupe EDF spécialisée dans les énergies renouvelables, est déjà présent sur le marché indien de l'énergie solaire, à travers sa prise de participation dans la société ACME Solar et la signature en 2014 d'un accord avec la compagnie Tata Power Solar, fournisseur de modules photovoltaïques.

Autre contrat signé entre les deux pays : le ferroviaire. L'Inde prévoit d'investir 137 milliards d'euros dans les 5 ans dans le secteur. Le pays ne possède pas de TGV, ce qui a pous-

sé la SNCF a proposé une alternative moins coûteuse que la grande vitesse, la création d'une liaison entre Delhi et Chandigarh, la ville construite par Le Corbusier. Ainsi les 235 kilomètres qui séparent les deux villes pourraient être parcourus à 230km/heure. L'objectif est d'améliorer les gares et le réseau existant pour y circuler plus vite, mais sans construire de nouvelles lignes grande vitesse.

Enfin, un programme de coopération renforcée dans le domaine des activités spatiales entre le Centre national d'études spatiales (CNES) et l'Indian Space research organization (ISRO) a été instauré. Selon l'Elysée, cet accord-cadre va permettre de renforcer la coopération dans les domaines de la climatologie, de l'exploration martienne et des applications spatiales. D'autant plus que l'Inde reste le premier pays à avoir construit une fusée low-cost, arrivée sur Mars en septembre 2014. Le pays souhaite devenir pionnier en la matière.

Une aubaine pour la France

Avec un taux de croissance de 7,4 % en 2014 et 8 % prévu en 2015, l'Inde est devenue à l'instar de la Chine, un partenaire idéal. Raison pour laquelle la multitude d'accords signés dans des secteurs cruciaux tels que les transports, l'éducation, le tourisme et l'aérospatiale, est une aubaine pour la France, qui n'hésite plus à partager sa technologie.

Pour le président français, le partenariat stratégique instauré entre les deux pays a atteint « son plus haut niveau », car il est le reflet d'une « relation de confiance ». François Hollande a d'ailleurs souhaité « une relation la plus belle qui soit » entre la France et l'Inde. Cette visite indienne en Europe, et tout particulièrement en France, premier pays à accueillir Narendra Modi, met en exergue le bouleversement des

forces géopolitique.

Conscient des enjeux régionaux, Narendra Modi ne tient tout de même pas à s'isoler sur la scène occidentale, sachant que le contexte économique de ses voisins reste tendu, notamment avec le ralentissement économique de la Chine et du Japon, les sanctions contre la Russie et les difficultés économiques d'une partie de l'Asie du Sud et du sud-est.

Pour le chercheur de l'IRIS, Robert Chaouad, le passage de Narendra Modi en France et Allemagne et pas à Bruxelles, « où le 16^e sommet Union européenne/Inde prévu initialement le 16 avril 2015 a été annulé, sans qu'aucune raison ne soit donnée », confirme « la représentation que l'Inde développe à propos de l'Europe, à savoir une collection d'États plus ou moins puissants avec lesquels il s'agit de négocier individuellement, notamment sur le plan commercial, avec des États européens en concurrence les uns avec les autres pour l'accès au marché indien ».

Ainsi, pour Narendra Modi, « la puissance économique apparaît comme une condition de la crédibilité internationale, celle qui permettra au pays de défendre ses préférences sur la scène internationale avec d'autant plus d'efficacité ». Cette politique économique, jumelée à sa politique étrangère a prit le nom de « Make in India », destiné à attirer les investissements étrangers, afin de moderniser le pays et créer des emplois pour les 12 millions de jeunes qui rentrent sur le marché du travail tous les ans.

SaiLin

La COI prépare la Conférence Paris 2015

ISLANDS, l'UNISDR (Organisation des Nations-Unies pour la réduction des risques) organisent avec la Commission de l'Océan Indien une journée de formation sur le renforcement des compétences pour financer les actions de lutte contre le changement climatique. Soutenu par l'Union européenne, l'atelier se tiendra demain 16 avril au siège de la COI, à Ebène à Maurice. Voici la présentation de cet événement par la COI.



Nos îles sont très vulnérables aux effets du changement climatique.

Les profils pays du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le changement climatique prévoient qu'à l'horizon 2090, la région connaîtra une augmentation de 2,8°C à 3,9°C de la température, et une hausse du niveau de la mer jusqu'à 56 cm. Compte tenu de la vulnérabilité de nos îles, ces bouleversements auront des impacts dévastateurs sur notre société, notre économie et notre environnement.

Afin de faire face à cette situation et améliorer la résilience de nos îles, des actions d'adaptation au changement climatique ont été et devront être entreprises. La mise en œuvre de ces initiatives demande toutefois de gros investissements.

D'ici 2020, il est prévu que 100 milliards USD soient annuellement octroyés par les pays développés

en matière de financement climatique.

Malgré l'existence de ces fonds, notre région ainsi que les pays qui la composent n'ont pas les compétences suffisantes pour y accéder.

Cet atelier vise à renforcer les capacités et les expertises de la région, et des pays qui la composent, à accéder à ces financements.

Le tournant de 2015

Le Fonds vert pour le Climat a atteint environ 10,2 milliards USD de promesses de dons.

L'année 2015 est un tournant dans les négociations pour l'approbation des premiers projets financés par le Fonds vert pour le climat.

Oté

Gouvèrnman PS épi la droit isi La Rényon, lé konm ki diré boné blan é blan boné !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, Z'ot la p'asé fé lo zoizo dé mové z'ogir ? Zot la p'asé fé l'anons bann katastrof ? Solon zot, lo réshofman klimatik sé pou domin matin, lo rolèyman nivo la mèr sé d'isi pé. Zot i rokoné zot mèm i koné pa kèl otèr lo lo v'arivé, é zot l'aprè fé pèr d'moun dsi lo NRL... L'èr ké, solon zot, la pi asé zargiman z'ot koté, ala ké zot i apèl zournal La Rényon o sokour é ala ké lo l'il La Rényon i mète a anons, li galman, lo katastrof. Boudikont, ni lo zournal dé l'il, ni zot mèm lo bann rouj-de-fon i ko, né kosa i sava éspasé é konm zot i koné pa, sa i anpèsh pa zot fé pèr lo moun. Arète in pé ! Kan ou lé pa sir in n'afèr i sava arivé, ou i kriy pa sa dann zorèy domoun sinonsa ou sé in z'anonsèr fos novèl. Tok ! Pran sa pou toi !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, Na lontan le mond i koné lo klima aprè shofé, nivo la mèr l'aprè monté, é plizyèr kartyé dann La Rényon lé dann danzé. Matant, sak mi sava dir aou lé vré : oplis i sava, oplis bann péi i éloign in pé zot z'instalation par rapor la mèr. Isi kosa i fé : na in rout éstratézik, é i mète ali dan la mèr san savoir si sa i tienbo si sa i tienbo pa. Kosa v'arivé domin, aprè domin sansa aprè aprè. Zot la pa la avèk sa ! In pé partou demoun i dévlop lo train, i tash moiyn an avoir dé-troi moiyn pou sirkilé késtyonn pa mète tout zèf dann mèm panyé... isi inn mèm i diré l'asé pou zot pars zot matyèr griz lé pa tayé pou oir pli loin ké lo bout z'ot né. Donk domin, si i fé lo NRL, si in bèl bête siklone i ariv, sansa in bèl Tsunami, si i kass lo pon di nor, é bin va pran la rout La Montagn, ké lé arienk an tourné-viré, an biskankoin, é lo moun lé fatigué avèk sa kan tout lo sirkilasyon lé baskilé par la montagn.

Arzout èk sa i koné pa konbien sa i sar kouté é gouvèrnman li mèm, si tèlman li la pèr lo rézilta, la desid mèm pa kalkilé, li ferm son zyé é sa i sifi ali. Nou ni kriy, si par malèr i fé lo NRL, aprés ziska la fin vintéinyèm syèk i gingn arpi fé kékshoz konsékan. Gouvèrnman sosyalis i sousyé mèm pa vérifyé si tèlman zot lé avèk la droite isi La Rényon konm k'i diré Boné blan é blan boné. Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Torti i oi pa son ké ! »-in kozman pou la rout

Mi pans zot i oi, dan not tête, koman in torti lé fé avèk in pti kolé, in bèl kok épi in prti gigne la ké. Donk kan i di torti i oi pa son ké sa lé vré pou d'bon. Sans prop ! Mé sans figuré ? Sé pou dir ou i pran pa kont avèk out prop sityasion. Bann fransé i di : i oi la paye dann zyé out voisin, i oi pa la poutr dann out prop zyé. Sa i vé dir, tir défo lé z'ot lé fasil mé rokonète son prop défo lé bien difisil. Sa i vé dir ète sévèr avèk lé z'ot lé fasil ète in pé rogardan avèk ou mèm kont pad si. Zot, kosa zot i anpans ? Arien ditou ! Fé travay zot koko, fé bouy zot matyèr griz é zot va oir ké rant-rant, ni pé tonm, tazantan, dakor rantre nou.